

# HABITAT & COLLECTIVITES LOCALES N°30

## Informations du 25 au 1er décembre 2006



### PARLEMENT

#### **Extension aux fonctionnaires territoriaux du régime d'assurance-chômage des OPAC**

L'Unedic a précisé dans une nouvelle directive que, lorsque les OPAC choisissent d'adhérer au régime d'assurance-chômage, décision irrévocable, tous leurs employés sans distinction de statut doivent être affiliés. De la même manière, les EPIC qui ont opté pour l'auto-assurance l'ont fait pour l'ensemble de leurs personnels : ils ne paient que la contribution de 1 % mais doivent en retour assurer l'indemnisation de leurs anciens agents en cas de chômage. Il s'agit de ne pas trier entre forts et faibles risques au regard de l'assurance-chômage. (...) Gérard Larcher a demandé la création d'un groupe de travail interministériel, auquel sera associée l'UNEDIC. Il ne s'agit pas de remettre en question le principe général de l'affiliation en fonction du statut de l'employeur, mais de gérer des situations particulières transitoires. On étudiera notamment la possibilité de permettre aux fonctionnaires maintenus en activité dans des organismes ayant changé de statut de demeurer assujettis à la contribution exceptionnelle de solidarité, même quand cet établissement a choisi d'adhérer au régime d'assurance-chômage. En attendant que ces réflexions aboutissent, ce sont bien sûr les dispositions en vigueur qui s'appliquent...

Assemblée Nationale - Question orale - 2006-

[http://www.assemblee-nationale.fr/12/cra/2006-2007/071.asp#P289\\_98563](http://www.assemblee-nationale.fr/12/cra/2006-2007/071.asp#P289_98563)

### JURISPRUDENCE

#### **L'autorisation de transfert est subordonnée à la condition que le permis de construire soit toujours en vigueur à la date à laquelle l'autorité compétente se prononce sur son transfert**

Lorsque, pendant la période de validité d'un permis de construire, la responsabilité de la construction est transférée à une autre personne, il n'y a pas lieu pour celle-ci de demander la délivrance d'un nouveau permis mais simplement le transfert du permis précédemment accordé avec l'accord du propriétaire du terrain et, le cas échéant, l'accord du titulaire de l'autorisation s'il n'est plus propriétaire du terrain à la date de la demande de transfert ; L'autorisation de transfert est subordonnée à la condition que le permis de construire soit toujours en vigueur à la date à laquelle l'autorité compétente se prononce sur son transfert...

Conseil d'État N° 278226 - 2006-10-27

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnDocument?base=JADE&nod=JGXBX2006X10X000000278226>

### REPONSES MINISTERIELLES

#### **Indemnités d'élu municipal qui représente leur collectivité locale au sein du conseil d'administration ou du conseil de surveillance d'une société d'économie mixte locale (SEML)**

Les élus locaux qui représentent leur collectivité locale au sein du conseil d'administration ou du conseil de surveillance d'une société d'économie mixte locale (SEML) peuvent à ce titre percevoir une rémunération ou des avantages particuliers, à condition d'y être autorisés par une délibération expresse de l'assemblée qui les a désignés, et que ladite rémunération est incluse dans le plafond des indemnités susceptibles d'être perçues par un élu local...

Sénat - 2006-11-23 - Réponse ministérielle N° 23873

<http://www.senat.fr/basile/visio.do?id=qSEQ060723873>

### REVUE DU WEB

#### **Qu'est ce que le diagnostic de performance énergétique (DPE) ?**

Objectifs : Estimer les consommations prévisionnelles en énergie des logements et des bâtiments mis en vente; Permettre ainsi à chaque ménage qui achète un bien immobilier de mieux mesurer l'impact sur l'effet de serre de ses choix d'énergie et de mieux évaluer sa facture; Limiter l'impact de la hausse des coûts de l'énergie sur le porte-monnaie des Français et préserver l'environnement...

Premier Ministre - [Pour en savoir plus](#) - 2006-11-24

## REVUE DU WEB (suite)

### L'UFJT s'engage pour les jeunes en insertion professionnelle

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, l'Union des foyers et services pour jeunes travailleurs et la Caisse des Dépôts, ont signé, jeudi 23 novembre, un accord-cadre triennal 2007/2009 qui vise à développer l'ensemble de l'offre de logements pour les jeunes; Amplifier l'effort de l'UFJT en faveur des jeunes travailleurs en insertion professionnelle; Accompagner et dynamiser les 370 associations du réseau de l'UFJT ...

Ministère Cohésion Sociale - [Pour en savoir plus](#) - 2006-11-23

### Enquête sur le logement

Dans le cadre de son projet "Architecture 2007", le Conseil national a commandé à l'IFOP une étude Perceptions, jugements et attentes du grand public et des habitants des Zones Urbaines Sensibles sur le logement...

Conseil National de l'Architecture - [Pour télécharger l'enquête](#) - Novembre 2006

### La Charte des Modes Alternatifs de Règlement des Conflits en Immobilier

Cette Charte, fruit d'un groupe de travail pluridisciplinaires, marque la première initiative d'un secteur d'activité en faveur des modes alternatifs de résolution des conflits...

Businessimmo - 2006-11-30

[http://www.businessimmo.info/pages/lettre/fiche.php?s\\_code=061130F1316&page=1](http://www.businessimmo.info/pages/lettre/fiche.php?s_code=061130F1316&page=1)

### Commercialisation de logements neufs 3e trimestre 2006

INSEE - 2006-11-28

[http://www.insee.fr/fr/indicateur/indic\\_conj/donnees/logem.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateur/indic_conj/donnees/logem.pdf)

### Construction neuve

INSEE - 2006-11-28

[http://www.insee.fr/fr/indicateur/indic\\_conj/donnees/construc.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateur/indic_conj/donnees/construc.pdf)

### Accession sociale à la propriété

Des mesures nouvelles à mettre en oeuvre par les collectivités territoriales et les professionnels pour accompagner le développement de l'offre de logement

Ministère du Logement - Novembre 2006

[http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/ANAH\\_logementsjohann2.pdf](http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/ANAH_logementsjohann2.pdf)

Une initiative à saluer : la publication et mise en ligne d'une brochure intitulée :

### Prise en compte de l'environnement et de sa réglementation dans les chantiers de bâtiment

Recommandations aux maîtres d'ouvrage

Ministère du Logement / DGUHC - Novembre 2006

[http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/brochure\\_complet.pdf](http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/brochure_complet.pdf)

### Crises et politiques du logement en France et au Royaume-Uni

Signalement : Paris 15 et 16 décembre 2006

Un colloque franco-britannique organisé à l'initiative du Centre de recherches en civilisation Britannique (CREC) qui s'annonce passionnant... tant la comparaison avec ce qui se passe outre-manche peut nous aider, non ?

<http://crec2006conference.ouvaton.org>

**Informations signalées et commentées par Guy Lemée** <http://www.inventaires.fr> via la liste de diffusion (accès libre et gratuit) : <http://fr.groups.yahoo.com/group/logementsocialeconomielocale/>

---

Ce bulletin d'informations est édité en collaboration avec ACRD, société éditrice de **IDVO** - Veille juridique et documentaire des Collectivités territoriales ([IDVO/"Informations légales"](#))

La diffusion de ce bulletin d'informations reste couverte par les droits du copyright.

Pour toute information complémentaire, merci de contacter Guy Lemée, Directeur du cabinet *Inventaires* (<http://www.inventaires.fr>) à l'adresse courriel : [contact@inventaires.fr](mailto:contact@inventaires.fr)

© 2008 *Inventaires* - Tous droits réservés